

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz , le 13 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAARSTAHL RAIL

164 rue du Maréchal Foch BP 10166
57700 HAYANGE

Références : HAYANGE_SAARSTAHL-RAIL_2022-06-07_RAPVI_Pollution_TGH_23928

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement SAARSTAHL RAIL implanté 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 HAYANGE. Cette visite a été initiée suite au signalement le 14 mai 2022 d'une pollution de la rivière Fensch visible à hauteur du parking du supermarché Match à Hayange. L'inspection a été annoncée le 19/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAARSTAHL RAIL
- 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 HAYANGE
- Code AIOT dans GUN : 0006201358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Saarlöcher Stahl Rail est spécialisée dans la fabrication de rails encadrée par l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société CORUS RAIL à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan des réseaux ;
- Point de rejets aqueux ;
- Autosurveillance des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.2.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.3.9	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.3.14	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.3.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 19 mai 2022 a permis de mettre en évidence les faits suivants :

- le plan synoptique réseau PE doit être clarifié et complété. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter des réponses aux remarques formulées dans le constat et de mettre à jour le plan synoptique réseau PE, dans un délai de 15 jours ;
- le point de prélèvement d'eaux de rejet est endommagé. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réparer le point de prélèvement dans un délai d'un mois ;
- la base de données nationale (GIDAF) ne comporte pas les données de l'autosurveillance des eaux superficielles des mois d'août 2021 à mai 2022. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour la base de données GIDAF dans un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux des installations
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 30 mai 2022 des plans et schémas des réseaux de l'installation, dont un plan nommé synoptique réseau PE (en date du 23 janvier 2017) qui appelle les remarques suivantes de l'inspection des installations classées : <ol style="list-style-type: none">1 - Le point de rejet du bassin accumulateur vers le milieu (rivière Fensch) n'apparaît pas sur le plan;2 - Deux réseaux de caniveaux ou cunettes semblent se rejeter dans la rivière Fensch (souterraine à cet endroit) ;3 - Plusieurs réseaux, notamment entre le refroidisseur et la halle 3 apparaissent discontinus, ce qui rend difficile la compréhension du circuit de récupération des eaux du site jusqu'au bassin accumulateur ;4 - Un réseau de galeries hydrauliques semble arriver sur le ruisseau du Konacker entre les bureaux et le parking au centre du plan. <p>Les éléments listés à l'article 4.2.2 susvisé figurent bien sur les plans fournis par l'exploitant, à l'exception des éléments listés ci-dessus.</p>
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter des réponses aux remarques formulées dans le constat ci-dessus et de mettre à jour le plan synoptique réseau PE, dans un délai de 15 jours ;
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Néant à ce stade

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.3.9 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejets d'effluents liquides sont équipés chacun de points de mesure (débit, température et d'un point de prélèvement d'échantillons). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : L'exploitant a montré l'unique point de rejet dans le milieu. Il se situe après l'ouvrage de débordement du bassin accumulateur. L'exploitant a déclaré que l'ensemble des eaux pluviales non polluées du site était transféré dans ce bassin. L'inspection a constaté : - la présence d'un point de prélèvement vétuste et endommagé (vanne tombée sur le sol) ; - que le bassin accumulateur était vide.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de remettre en état le point de prélèvement dans un délai d'un mois et conformément aux prescriptions de l'article 4.3.9 susvisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Néant à ce stade

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009 , article 4.3.10 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques et valeurs limites du rejet industriel après traitement
Prescription contrôlée : L'effluent industriel rejeté après traitement lors du débordement du bassin accumulateur : [...] - doit respecter les caractéristiques suivantes : - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - Débit < 240 m ³ /j ; - doit respecter les valeurs limites en concentration suivantes : Paramètre/Valeurs limites -Matières en suspension < 20 mg/l -DCO < 90 mg/l -Hydrocarbures < 5 mg/l -Fer < 10 mg/l -Chrome < 0,2 mg/l -Nickel < 0,2 mg/l -Zinc < 2 mg/l -M.O. (Matières Organiques) < 10 mg/l (exprimées en NH ₄ ⁺) -DBO ₅ < 30 mg/l (Valeur quotidienne moyenne d'un échantillon composite sur 24h lié au débit ou lié au débit sur la durée d'exploitation réelle.) Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats d'analyses de mars et avril 2022, des eaux de rejet en sortie du bassin accumulateur. Pas de remarque de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.3.14 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission des données – GIDAF
Prescription contrôlée : [...] Les résultats sont transmis mensuellement à l'Inspection en renseignant la base de données nationale dédiée. Ils sont accompagnés des commentaires relatifs aux causes des dépassements des valeurs limites éventuellement constatés, ainsi que des actions correctives mises en place. En cas de dysfonctionnement, les résultats sont transmis mensuellement à l'Inspection par tout autre moyen.
Constats : L'inspection a constaté que la base de données nationale (GIDAF) ne comportait pas les données de l'autosurveillance des eaux superficielles des mois d'août 2021 à mai 2022.
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour la base de données GIDAF dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Néant à ce stade